

## RWANDA : fuyant la guerre civile

# Plus de six cent mille paysans ont été contraints de quitter leurs villages

La reprise des combats entre les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) et les troupes régulières, début février, dans le nord du pays, a poussé des centaines de milliers de paysans à fuir leurs villages. Au total, la population « déplacée » serait aujourd'hui de plus de six cent mille personnes, selon les estimations des organismes humanitaires.

Lorsqu'ils ont lancé l'offensive, le 8 février, contre les principales villes du nord, les rebelles du Front patriotique rwandais n'imaginaient sans doute pas qu'ils étaient en train de commettre une de leurs plus graves erreurs. En fuyant, par centaines de milliers, les zones de combats, les populations déplacées ont, comme le résume un journaliste de Kigali, « voté avec leurs jambes ». La « libération » du Rwanda, façon FPR, ne fait pas plus recette que la « défense du territoire national » pour laquelle est censée se battre l'armée régulière.

A l'issue de quinze jours d'affrontements, et d'exactions meurtrières à l'encontre des populations civiles, le chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève), M. Walter Stocker, estimait, lundi 22 février, à « plus de neuf cent mille » le nombre des personnes « affectées par la guerre ». Un chiffre considérable pour ce petit pays de seulement 7,5 millions d'habitants.

Quant au nombre des « déplacés », évalué à plus de trois cent mille en janvier, il aurait pratiquement doublé : au total, « entre six cent mille et sept cent mille personnes » - presque un dixième de la population - ont dû désertier leurs villages, abandonnant parcelles et troupeaux. Près de deux cent mille d'entre eux sont aujourd'hui réfugiés à une dizaine de kilomètres au nord de Kigali.

Aux côtés du CICR, qui travaille en étroite collaboration avec le ministère des affaires sociales, la Croix-Rouge rwandaise, la Croix-Rouge belge et les équipes de Méde-

cins sans frontières (MSF) assurent les premiers secours. Un avion affrété par le Programme alimentaire mondial (PAM) devrait quitter, mercredi, l'aéroport d'Entebbe (Ouganda) à destination de Kigali : « Théoriquement, cet avion pourra apporter 3 000 à 4 000 tonnes de nourriture chaque mois », précise M. Stocker.

Les troupes du FPR, malgré quelques « dérapages » sanglants, ne se seraient généralement pas opposées à cet exode des populations, qu'ils « ont laissé partir vers le sud », note le responsable du CICR. Les accusations de « massacres », lancées par les milieux proches de la présidence, ont été « sans doute exagérées », nous a affirmé, lundi après-midi, le premier ministre, M. Dismas Nsengiyaremye. Le camp de déplacés de Rebero (province de Biumba), donné comme une des cibles des maquisards, a reçu la visite d'une équipe du CICR, le 19 février : « Le camp était complètement vide et, s'il y a eu des violences, nous n'en avons pas relevé la moindre trace », rapporte M. Stocker.

### Deux cents soldats arrêtés

Le Comité de liaison des associations rwandaises de défense des droits de l'homme (CLADHO) n'en a pas moins dénoncé, dans un document publié à Kigali, le 16 février, les « expéditions punitives » perpétrées par les maquisards du FPR, notamment dans la ville de Ruhengeri, où « plusieurs dizaines de civils ont été regroupés dans des maisons et massacrés », pour la simple raison qu'« ils appartenaient aux partis MRNDD et CDR » - c'est-à-dire au « clan » du président Juvénal Habyarimana, fondateur du Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRNDD, ex-parti unique) et que soutient la Coalition pour la défense de la République (CDR).

En attendant qu'une éventuelle commission d'enquête puisse confirmer ou démentir les exactions du FPR, c'est l'armée rwandaise qui fait, à ce jour, l'objet des accusations les plus sérieuses. Assassinats, viols, pillages : la liste est longue des méfaits

et des crimes commis par les troupes régulières. « Depuis une semaine, nous avons procédé à l'arrestation d'environ deux cents soldats », souligne le premier ministre.

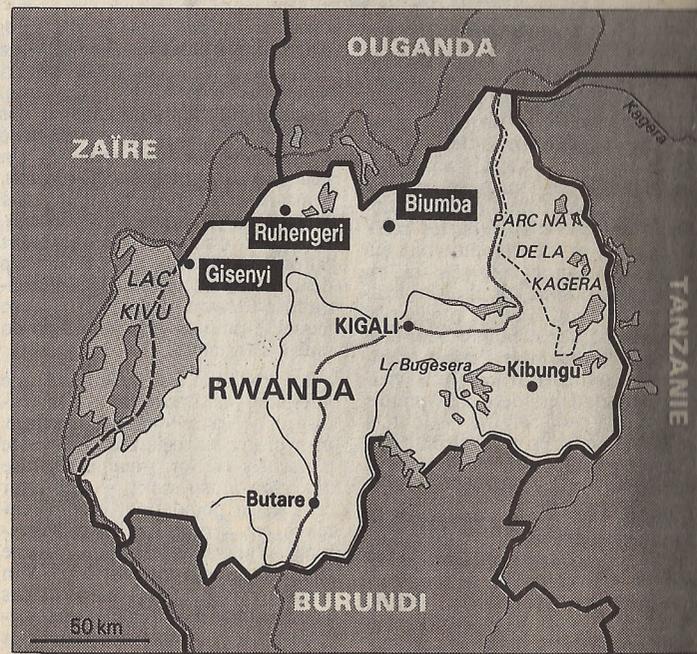
Conscient du « discrédit » jeté sur l'armée nationale, le chef du gouvernement - qui est aussi un des dirigeants du Mouvement démocratique républicain (MDR, opposition) et se pose, à ce titre, en adversaire, voire en futur rival, du président Habyarimana - prône une vigoureuse « restructuration » des Forces armées rwandaises (FAR). Et il confirme, bien volontiers, que c'est « sur la demande conjointe du gouvernement et de la présidence » que sont arrivés, samedi, les nouveaux renforts militaires français (le Monde du 23 février).

Etre contraint d'appeler Paris à la rescousse est « un aveu de faiblesse », reconnaît M. Nsengiyaremye. Mais c'est surtout, ajoute-t-il aussitôt « la preuve de l'échec du régime Habyarimana, qui n'aura pas été capable, plus de trente ans après l'indépendance, de défendre nos frontières ».

Partisans d'un règlement pacifique du conflit, les trois principaux partis de l'opposition, membres du gouvernement de transition, espèrent visiblement tirer leur épingle d'un jeu où s'épuisent, depuis plus de deux ans, les affidés Hutus du chef de l'Etat et les guérilleros, généralement Tutsis, du FPR. Trop habiles pour accuser ouvertement, eux-mêmes, leur puissant voisin ougandais - soupçonné de soutenir la rébellion -, ils en laissent le soin à leur nouvel allié français (le Monde du 17 février).

Les représentants du FPR, de la présidence et du gouvernement devaient se retrouver, mardi, à Bujumbura (Burundi), pour discuter - et peut-être signer - les protocoles d'accord, élaborés ces derniers mois à Arusha (Tanzanie). L'un de ces protocoles prévoit un cessez-le-feu immédiat, un autre l'entrée du FPR dans le futur gouvernement : une façon de mettre un frein à la dangereuse « politique tribale », et de faire, enfin, de la politique tout court.

CATHERINE SIMON



□ **ANGOLA : vers une reprise des pourparlers entre le gouvernement et l'UNITA.** - Les pourparlers entre le gouvernement angolais et les rebelles de l'UNITA devraient reprendre vendredi 26 février afin de conduire à une cessation des combats, qui se sont intensifiés depuis deux mois. L'annonce de la reprise des négociations, qui auront lieu à Addis-Abeba, est intervenue alors que des forces gouvernementales tentaient de se porter au secours de Huambo, la deuxième ville du pays, assiégée depuis six semaines. - (Reuter, AFP.)

□ **ALGÉRIE : La Cour spéciale d'Oran a prononcé cinq peines capitales.** - Alors que le procureur n'en avait requis que quatre, la Cour spéciale d'Oran a prononcé lundi 22 février, au lendemain de l'ouverture du premier procès d'islamistes qu'elle instruisait (le Monde du 23 février), cinq condamnations à mort. Trois accusés ont par ailleurs été condamnés à cinq ans de prison

ferme, et quatre ont été acquittés. Les condamnés, qui étaient notamment accusés de « complot contre la sûreté de l'Etat », ont la possibilité de se pourvoir en cassation. - (AFP.)

□ **MADAGASCAR : la défaite du président sortant se confirme.** - Le professeur Albert Zafy a recueilli dimanche 21 février, au second tour de l'élection présidentielle, le double des voix de son rival, le président sortant M. Didier Ratsiraka. Même s'il reste soixante bureaux de vote (sur les 14 137 de la Grande Ile) dont les résultats ne sont pas encore connus, il semble impossible qu'un renversement de tendance puisse se manifester. La victoire de l'homme fort du mouvement « du 13 mai » devrait être acquise avec un score tournant autour des 60 %. - (AFP.)

□ **MAROC : L'opposition présentera aux législatives des candidats et un programme communs.** - En prévision des élections législatives prévues à la fin du mois d'avril, les quatre princi-

aux partis de l'opposition marocaine, groupés au sein du Bloc démocratique, ont annoncé lundi 22 février qu'ils présenteraient des candidats et un programme communs. Ils devaient soumettre mardi un mémorandum au gouvernement pour faire part de leurs doléances. De la réponse du gouvernement dépendra leur participation au scrutin, le premier depuis huit ans, qui doit conduire au Parlement 327 députés contre 306 dans la précédente assemblée. - (Reuter.)

□ **Amnesty internationale dénonce le comportement de Rabat et du Polisario au Sahara occidental.** - Renvoyant dos à dos le Maroc et le Front Polisario à propos des violations des droits de l'Homme au Sahara occidental, Amnesty International a invité, mardi 23 février, les deux parties à remédier à cette situation et à « respecter » le plan de paix de l'ONU. Amnesty dénonce notamment « l'arrestation présumée ou le

harcèlement de centaines de personnes d'origine sahraouie parce qu'elles étaient soupçonnées d'être favorables à l'indépendance du Sahara occidental ». Le Front Polisario est accusé de détenir des « prisonniers de conscience », parfois « longtemps au secret », et de pratiquer la « torture ». - (AFP.)

□ **SOMALIE : une infirmière irlandaise tuée.** - Des bandits somaliens ont tué, lundi 22 février, une infirmière irlandaise de vingt-trois ans au cours de l'attaque d'un convoi de véhicules d'aide humanitaire. L'attaque s'est déroulée près de Baidoa l'une des villes au centre de la zone touchée par la famine. La jeune Irlandaise, Valerie Place, était en poste depuis six mois à Mogadiscio. D'autre part, sept Somaliens ont été tués au cours des combats qui ont eu lieu lundi matin à Kismayo (sud de la Somalie) entre troupes rivales. (Reuter, AFP.)